

## Le droit alimentaire mijote à Nantes - Pays de Loire

samedi 27 juin 2009



Le Conseil européen de la recherche a chargé l'université nantaise d'étudier un droit international à l'alimentation.

Y aura-t-il un jour un droit alimentaire international ? En dépit de la crise, la question reste majeure quand la faim continue de frapper près d'un milliard d'individus dans le monde.

Si les réponses sont agricoles, foncières et politiques, elles doivent se fonder sur un droit. C'est l'ambition du Conseil européen de la recherche qui, pour explorer cette voie juridique, a lancé le projet *Lascaux* en même temps qu'un appel d'offres international auprès des universités.

Plus de 400 facultés dans le monde ont répondu à l'initiative et c'est celle de Nantes qui en a décroché la gestion, avec un budget de deux millions d'euros pour six ans de travaux.

Ce choix tient surtout à la personnalité de François Collart-Dutilleul, membre de l'Institut universitaire de France et professeur de droit à Nantes. Impliqué dans l'action éthique et humaniste, c'est l'un des spécialistes européens en matière de droit agroalimentaire.

**« Le droit doit parler avant l'économie. De même, l'éthique et la régulation du marché ne remplacent pas le droit. Cependant, il faut bien constater qu'il y a de plus en plus de textes qui défendent le droit alimentaire, mais aussi de plus en plus de gens qui meurent de faim »,** explique-t-il.

Son travail va consister à explorer les causes juridiques des crises alimentaires, afin de trouver les moyens de mettre le droit au service de la sécurité alimentaire et du développement durable. Il entend s'appuyer sur un cercle international d'ONG, d'associations et de mouvements paysans pour l'aider à construire un diagnostic préalable. **« Jusqu'à présent, on passe immédiatement du symptôme au traitement, il faut remonter plus en amont. »**

Tous les ans, François Collart-Dutilleul veut organiser ici une rencontre avec les associations impliquées dans le projet *Lascaux*. **« Et, en 2013, nous organiserons à Nantes l'équivalent de Porto Alegre sur la question alimentaire. »**

Camille GUILLEMOIS.